

COLAS, Bernard (dir.). *Global Economic Co-operation. A Guide to Agreements and Organizations*. Deventer/Boston and Tokyo : Kluwer Law & Taxation Publishers and United Nations University Press, 1994, 557 p.

Robert Desjardins

Volume 26, numéro 3, 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703503ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703503ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Desjardins, R. (1995). Compte rendu de [COLAS, Bernard (dir.). *Global Economic Co-operation. A Guide to Agreements and Organizations*. Deventer/Boston and Tokyo : Kluwer Law & Taxation Publishers and United Nations University Press, 1994, 557 p.] *Études internationales*, 26(3), 619–620.
<https://doi.org/10.7202/703503ar>

prendre en charge les contentieux de l'avenir, qui ne concerneront plus seulement les États, mais d'autres acteurs des relations internationales. C'est donc davantage dans le développement de l'activité consultative de la Cour que M. Bedjaoui voit le moyen d'instaurer un véritable contrôle de la légalité des actions entreprises par le Conseil de sécurité, et des modalités de leur mise en œuvre. Mais dans le contexte onusien où ledit Conseil et la Cour apparaissent à la fois complémentaires et concurrents, on voit mal comment ce contrôle pourrait être systématisé; et surtout, s'imposer alors que le renforcement actuel du Conseil de sécurité tend plutôt à marginaliser la Cour de justice.

Jean MALLEIN

*Faculté de droit et des sciences économiques
Université de Brest, France*

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

Global Economic Co-operation. A Guide to Agreements and Organizations.

*COLAS, Bernard (dir.). Deventer/Boston
and Tokyo: Kluwer Law & Taxation
Publishers and United Nations
University Press, 1994, 557 p.*

Cet ouvrage, publié d'abord en français en 1990, a comme but avoué de fournir un panorama complet et cohérent du cadre global dans lequel, sur les plans économique, juridique et institutionnel, s'insèrent les relations économiques internationales. Plus d'une vingtaine d'experts répartis à travers le monde ont contribué à la préparation de ce livre.

Essentiellement de caractère descriptif, ce compendium présente brièvement

environ 300 instruments multilatéraux. À ces traités se greffent aussi certaines décisions et recommandations, prises par les principales organisations internationales, qui influent sur la conduite des États et, enfin, quelques textes de nature privée visant à faciliter les opérations internationales. Toutes ces présentations sont regroupées par sujet au sein de quatre sections: 1) l'organisation du commerce et de la production; 2) la coopération monétaire, l'aide financière et les forums économiques; 3) les contrats, les paiements et les mécanismes de résolution des différends; et 4) la gestion des ressources et la protection environnementale. Chacune des courtes analyses donne la source précise de l'instrument présenté ainsi que d'autres renseignements utiles, comme les dates de signature et d'entrée en vigueur, la mention du dépositaire, le nombre de parties et la durée de l'accord.

Des références bibliographiques choisies sont parsemées au fil des 557 pages que comprend cet ouvrage. D'autre part, le lecteur notera l'existence d'une table analytique qui offre un aperçu général de l'application territoriale des accords brièvement décrits dans le livre.

Préfacé par Javier Pérez de Cuéllar, cet ouvrage constitue un bon outil de référence pour tous ceux qui s'intéressent aux relations économiques internationales. Ce livre joue certes un rôle utile en regroupant et en présentant de façon cohérente des textes qui peuvent sembler, à première vue, hétérogènes. En outre, l'aspect synthétique des descriptions des ententes et des organisations internationales pourra être particulièrement utile

aux praticiens souvent bousculés par le temps.

Le critique pourra parfois être étonné de retrouver dans ce livre la description de certains accords multilatéraux qui, *prima facie*, paraissent avoir fort peu à voir avec le système économique international. Il pourra aussi s'interroger sur certaines omissions importantes au sujet d'organisations internationales (p. ex., l'OCDE, la BERD). Dans la même veine, il pourra mettre en doute le choix de ne pas traiter des accords à la base des blocs commerciaux régionaux (p. ex., l'ALÉNA). Le danger, potentiel ou réel, qu'apporte l'émergence de ces blocs à l'intégration économique mondiale ne semble pas justifier pour autant qu'il faille les exclure d'un ouvrage de cette nature. En dépit de ces quelques réserves, le même critique ne pourra qu'endosser les propos formulés par le professeur Louis Sabourin et le regretté professeur Claude-Albert Colliard, préfaciers de la première édition, pour qui le travail de M^c Colas et de son équipe constitue une contribution de grande valeur à l'étude du système économique international.

Robert DESJARDINS

Conseiller juridique
Tribunal canadien du Commerce
extérieur, Ottawa

DE L'URSS À LA CEI

In Search of Pluralism. Soviet and Post-Soviet Politics.

SAIVETZ, Carol R., JONES, Anthony (dir.).
Boulder (Col.), Westview Press, 1994,
184p.

La précipitation des événements dans l'ex-Union soviétique rend diffi-

cile la tâche des chercheurs qui tentent d'analyser la situation qui prévaut dans cette région du monde. Outre la difficulté de se renseigner sur les conditions existantes, le changement fréquent des situations politiques peut rendre rapidement désuètes les études les mieux étayées. C'est ce qui risque d'arriver, et les auteurs en sont bien conscients, au présent ouvrage commencé en 1990, alors qu'on pouvait espérer que les réformes démocratiques de Gorbatchev allaient aboutir.

Les huit chapitres de l'ouvrage sont l'œuvre de neuf spécialistes américains et étrangers qui étudient le concept de pluralisme et tente de l'appliquer à diverses réalités : à la presse, à la société urbaine, à la politique locale et dans le contexte particulier des anciennes républiques d'Asie centrale. Un auteur compare le pluralisme et le corporatisme dans le gouvernement, le monde du travail et des affaires à l'intérieur de la fédération russe, alors qu'un autre l'applique à l'État, à la propriété et à la société politique. Enfin, en conclusion, on présente les leçons que peuvent tirer les sciences sociales de la situation qui prévaut en Russie.

En fait, tout l'ouvrage traite de la difficulté de l'établissement du pluralisme et de la démocratie, après 70 ans de régime autoritaire, dans une région qui n'a jamais connu ni l'un ni l'autre. Le pluralisme est encore plus difficile à réaliser dans le cadre d'une société multiethnique comme la Russie parce que les efforts de médiation et de conciliation entre les divers intérêts contribuent plutôt à renforcer les luttes tribales ou nationales. Certains auteurs soulignent aussi l'absence